

PARENTS, ON VOUS MENT !

L'arrêt de travail observé ce jeudi 17 septembre 2009 par les enseignants a deux objectifs :

- Faire connaître au Gouvernement de la Communauté française notre opposition aux propositions de la Ministre SIMONET visant à réduire les moyens consacrés à l'école et à diminuer le nombre d'enseignants.
- Rétablir la vérité auprès des parents et étudiants face aux fausses affirmations qui circulent.

Le Gouvernement **MENT** lorsqu'il affirme vouloir donner la priorité à l'enseignement, à la lutte contre l'échec scolaire et à la revalorisation du métier d'enseignant. En effet, à peine installé, ce même Gouvernement propose des mesures d'austérité qui réduiront l'encadrement pédagogique, démotiveront les enseignants et briseront la confiance retrouvée au sein de l'école.

On vous **MENT** aussi en affirmant :

1. *Que les enseignants prestent tous 20 périodes par semaine devant élèves et pourraient assumer deux périodes supplémentaires dans le cadre de leur plage-horaire.*
FAUX ! Les prestations hebdomadaires pour un horaire complet rémunéré peuvent varier selon la fonction de 20 à 36 périodes. A cela s'ajoute le temps consacré aux préparations, aux corrections, à la documentation, à la formation, à la participation aux réunions,...
2. *Que les enseignants n'effectuent pas la totalité des périodes pour lesquelles ils sont payés.*
FAUX ! Les enseignants sont rémunérés pour les prestations minimales de leur plage horaire. Toute augmentation de travail dans ce cadre est prestée gratuitement et au détriment de l'emploi des collègues.
3. *Que les enseignants peuvent partir à la pension dès 55 ans.*
FAUX ! L'âge légal de la retraite pour les enseignants est de 65 ans mais ils peuvent (comme l'ensemble de la Fonction publique) la demander à 60 ans. Un enseignant âgé de 55 ans ou plus peut solliciter une réduction partielle ou totale de ses prestations mais il perçoit alors un traitement d'attente réduit jusqu'à sa pension.
4. *Que ces mesures ne vont pas décourager les candidats au métier.*
FAUX ! Déjà actuellement de nombreuses fonctions de l'enseignement sont touchées par la pénurie et un enseignant sur deux abandonne, découragé, le métier dans les 5 premières années. La détérioration des conditions de travail que provoqueront ces mesures accentuera le problème.

Ni les enseignants ni les citoyens ne sont responsables de cette crise provoquée par la course au profit des institutions financières. Ils seront tous cependant victimes des mesures d'austérité que prendra le gouvernement fédéral. De plus, nombre d'entre eux paieront cette crise par la perte de leur emploi. C'est aux coupables de la crise (et à ceux qui en profitent) et non à l'école d'en assumer les conséquences.

Nous espérons par ces précisions vous avoir clairement et honnêtement informés des raisons de notre action qui n'a d'autre but que de nous permettre d'exercer notre métier dans une école rénovée, moderne et solidaire, assurant les meilleures chances de réussite à tous vos enfants.

Nous vous demandons dès lors de nous soutenir dans notre combat et nous vous en remercions.